

Non aux suppressions d'emplois !

Renault, Ampere ou prestataires, les salariés doivent se voir proposer des reconversions sur leur site actuel !

09/04/24

Après l'annonce à Lardy de la fermeture de nombreux bancs Thermiques (au PIM, au GMP, aux bancs à rouleaux, aux BRAP), les salariés de FEV qui en opèrent une très grande majorité ont été convoqués par leur direction pour leur dire que la moitié des effectifs sur le site de Lardy était menacée et qu'ils devraient chercher un poste sur un autre site.

La semaine dernière, c'est à Cléon que la même situation s'est produite. Les salariés AMPERE SAS du SMEC (Service Moyens d'Essais de Cléon) ont été convoqués par leur direction pour leur annoncer la suppression de 20 postes sur les 35 actuels. Et, au lieu de tous leur proposer des postes à Cléon, leur RH leur a indiqué des postes sur d'autres sites, essentiellement à Lardy ! Ce serait à eux de déménager ou de faire des heures de route tous les jours !

Les salariés, qu'ils soient Renault, Ampere ou prestataires, devraient tous se voir proposer des reconversions sur leur site actuel, si leur métier évolue. Ce n'est pas à eux de payer le prix de l'absence d'un plan de reconversion global que nous réclamons depuis l'annonce fin 2021 de la délocalisation complète des activités Thermiques et Hybrides en Espagne et en Roumanie.

La direction générale a annoncé cette délocalisation il y a 2 ans et demi : elle aurait largement eu le temps de développer l'activité électrique à Lardy et Cléon, de construire des bancs Electriques pour reconverter tout le monde. Mais elle a préféré poursuivre sa politique d'externalisation à outrance : 80% des essais Electriques sont fait à l'extérieur. Même lorsque l'activité Thermique était à son comble lors des premiers développements EU6, ce pourcentage n'a jamais été aussi élevé pour le Thermique.

Ce n'est pas le passage à l'électrique qui est responsable des centaines de suppressions d'emplois passées (-1200 à Lardy en 5 ans) ou de celles planifiées, ce sont les décisions politiques de la direction. Le passage à l'électrique est pour elle un prétexte pour accélérer les externalisations, les délocalisations, le travail en sous-effectif et avec des plannings de développement réduits.

Du travail pour concevoir et développer des véhicules Electriques abordables et ayant moins recours à des matériaux polluants, il y en a ! Mais pour cela, il faudrait mettre en cause la course effrénée aux profits immédiats.

S'organiser collectivement pour éviter les fausses promesses individuelles

A Lardy comme à Cléon, ces annonces ont provoqué un choc. Chacun voyait la diminution de charge de travail dans les mois à venir mais, jusqu'à présent, le flou régnait.

Maintenant que les directions ont annoncé « la couleur », il ne faut pas sombrer dans l'abattement et prendre garde aux fausses promesses individuelles.

Si des salariés veulent en profiter pour changer de lieu de travail, ils peuvent le faire. Mais c'est loin d'être le cas pour tous, pour des questions personnelles bien compréhensibles.

Ils ont toute légitimité à demander de rester sur leur site actuel, avec une autre activité.

Les élus CGT sont prêts à apporter leur aide pour qu'ils se constituent en collectif, à Lardy comme à Cléon !

Ce qui leur arrive pourrait très bien arriver à d'autres secteurs dans les mois à venir. Leur avenir nous concerne tous !

Comment les dirigeants de Renault peuvent-ils se plaindre à longueur d'interview de « l'avance technologique » des constructeurs chinois alors qu'ils ne développent pas les activités en interne sur le sujet et continuent d'externaliser ?

Comment peuvent-ils déplorer l'absence d'une « planification européenne » alors que, au sein même de l'entreprise qu'ils dirigent, toutes les décisions techniques sont prises au fil de l'eau, sans cap clair et sous la pression des décisions des concurrents ?

L'exemple du développement de la Legend/Twingo est ainsi symptomatique : toutes les semaines ou presque, des orientations fondamentales sont revues de fond en comble. Externaliser la batterie ou la faire en interne ? Développer la caisse en France, en Inde ou en Chine ? Etc.

Comment L. de Meo peut-il déplorer que « *les industriels européens sont souvent prisonniers des logiques de profit à court terme imposées par les marchés financiers alors qu'ils doivent investir à long terme, mais sans garantie de retour sur investissement.* » (nous n'inventons pas, c'est dans sa « lettre à l'Europe » de mars 2024 !) alors qu'il est payé 8.9 millions € en 2024 pour précisément mettre en pratique cette politique chez Renault ?

Défendre tous les emplois

Après une chute importante (-500 emplois Renault sur le site en 5 ans), les effectifs Renault+Amper se stabilisent enfin à Lardy. Il y a certes encore des démissions mais aussi 4 embauches chez Ampere SAS (en janvier et février 2024) et des mutations internes vers le site de Lardy.

Cependant, la situation est loin d'être assurée comme le montre la fermeture programmée de nombreux moyens d'essais dans les mois à venir. Le laboration de chimie des batteries, ce seront environ **+15 emplois sur le site** (l'objectif de la direction est de muter les salariés du laboratoire de chimie actuel du Technocentre, pas de reconverter des salariés de Lardy). Mais la fermeture des bancs d'essais de Lardy, ce seront **-35 emplois** de sous-traitants dans les mois qui viennent !

De même, la direction fait circuler, par ses canaux syndicaux habituels, des rumeurs de plan de départs ou au moins de reprise de la Dispense d'Activité. Il n'y a rien d'officiel et nous ne connaissons pas l'objectif : « tâter » le terrain ou rassurer les salariés en faisant circuler l'idée qu'il suffit d'attendre et que « tout se passera bien » ?

Nous pensons de notre côté que l'attentisme est dangereux. C'est quand les salariés de Lardy se sont constitués en collectif au sein du MERL (Maintien des Emplois Renault-Lardy) que la direction a été contrainte de donner de la visibilité sur l'avenir, y compris en investissant dans de nouveaux moyens Electriques.

Nous voyons tous que c'est encore insuffisant pour maintenir de manière durable les emplois du site. Pour défendre tous les emplois, il faut reprendre le chemin de la mobilisation collective et faire entendre les intérêts des salariés !

